

# **COLLOQUE INTERNATIONAL : « QUELLE MICROFINANCE POUR L'AGRICULTURE DES PAYS EN DEVELOPPEMENT ? »**

**4 – 6 DECEMBRE 2007, PARIS (FRANCE)**

## **ATELIER 4 : QUEL RÔLE DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES AGRICOLES DANS LA FINANCE RURALE ?**

Le désengagement de l'Etat qui s'opère depuis plus de vingt ans dans les pays du Sud a entraîné une régression forte des services d'appui à l'agriculture (approvisionnement, commercialisation, conseil, financement, information...). Dans ce contexte, les organisations professionnelles agricoles émergent et se renforcent dans la plupart des pays du Sud avec une double mission : défendre les intérêts de l'agriculture, mais aussi fournir les services d'appui dont les agriculteurs ont besoin pour développer et moderniser leur activité.

L'accès à des services financiers adaptés reste un problème majeur pour la plupart des OPA aujourd'hui. La demande est d'autant plus complexe qu'elle est double : les OPA sont confrontées aux besoins de services financiers de leurs membres agriculteurs, et ont elles mêmes des besoins de financement de leurs activités économiques (préfinancement de stock d'intrants, fonds de roulement pour les activités de commercialisation, besoins d'équipements, de bâtiments, ...).

Malgré vingt ans de développement des « marchés financiers ruraux », force était de constater, au début des années 2000, que le secteur agricole en général et les organisations agricoles en particulier restaient les parents pauvres, faiblement inclus dans ces marchés. Cependant, face à cette pénurie de l'offre, les OPA réagissent, expérimentent différentes stratégies d'accès aux services financiers : crédit internalisé dans les OPA généralistes, crédit externalisé dans des OPA spécifiquement créées à cette fin, construction de partenariats entre OPA et secteur financier (banque et microfinance), contribution à la création d'un environnement macroéconomique et politique favorable (Séminaire de Dakar, 2002).

Cinq ans après le séminaire professionnel qui avait posé et documenté cette analyse, où en sommes nous aujourd'hui ? Les besoins et contraintes des OPA en matière d'accès à des services financiers adaptés ont-ils évolué ? Comment se sont développées les quatre stratégies identifiées en 2002 ? Observe-t-on des expériences durablement réussies dans l'une ou l'autre de ces stratégies ? Si oui, quels sont les facteurs de la réussite ? Quels sont les obstacles rencontrés ? Les OPA ont-elles consolidé leur capacité d'analyse de leurs besoins et contraintes de financement ? Leur capacité de gérer le risque s'est-elle améliorée ? Leur capacité de négociation avec le secteur financier a-t-elle progressé ?

Le secteur financier a-t-il, de son côté, renforcé sa capacité d'ouverture et son intérêt pour le secteur agricole et les OPA ? Quelle analyse fait-il aujourd'hui de cette demande ? La consolidation progressive des institutions de microfinance rurales, l'intérêt récent des banques commerciales pour le secteur rural, le renouveau des banques de développement et de solidarité, offrent-ils un nouvel espace de partenariat pour les OPA ? Quels sont les critères utilisés par le secteur financier pour construire les partenariats ? Ce secteur est-il prêt à partager les risques inhérents au financement de l'activité agricole et à innover en terme d'outils de maîtrise du risque ?

Quels sont les appuis nécessaires à la consolidation de ces démarches ? Y a-t-il des démarches et des outils de nature à améliorer l'accès des OPA à des services financiers adaptés, et ce faisant, à renforcer leur insertion dans les marchés financiers ruraux ? Les filières agricoles innovantes telles que le commerce équitable ou l'agriculture contractuelle, offrent-elles aux OPA des innovations en matière d'accès aux services financiers ?

Le renouveau des politiques publiques agricoles offre-t-il aux OPA un espace pour construire une nouvelle alliance avec le secteur financier ?

Ces questions constitueront la trame des interventions et débats de l'atelier 4. Animé par F.Doligez (CERISE / IRAM / Université de Rennes) et B.Wampfler (CERISE / SupAgro ), l'atelier s'appuiera sur les contributions de différents acteurs impliqués dans les processus d'accès des OPA aux services financiers :

- Le Groupe de travail « Organisations paysannes - Institutions financières » du Niger témoignera de la situation du financement de l'agriculture dans un contexte sahélien très défavorisé et présentera le processus de construction d'un partenariat entre les organisations paysannes et les institutions financières engagées dans ce pays
- Najirou Fall présentera les expériences de la FONGS et des organisations paysannes du Sénégal en matière de financement de l'agriculture, leur relation avec le secteur financier et leur rôle dans l'élaboration d'une politique publique de financement agricole
- Joaquin Munoz, Président de Max Haavelaar France et directeur d'Agrofine présentera un outil d'appui financier initié par le commerce équitable pour renforcer le partenariat entre organisations de producteurs et institutions financières en Amérique Latine et Centrale
- B.Wampfler présentera un outil d'appui au renforcement du partenariat entre organisations paysannes et finance rurale, une démarche de formation-action formalisée par un manuel

Un temps conséquent sera réservé au débat : les participants à l'atelier seront invités à partager leur propre analyse de la question du rôle des OPA dans l'accès aux services financiers et à commenter les outils d'appui présentés.